

**Séance ordinaire du
jeudi 25 octobre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Relations aux publics et
Affaires militaires**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL

**Avis du Conseil municipal dans le cadre des Installations classées pour la
protection de l'environnement (ICPE) et Installations, Ouvrages, Travaux et
Aménagements (IOTA)
Agrandissement et modernisation du centre de tri DEMETER**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par arrêté préfectoral n° 2018-I-1044 en date du 24 septembre 2018, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique du mercredi 24 octobre 2018 à 9h00 au vendredi 9 novembre 2018 inclus, jusqu'à 17h00, à l'égard de la demande formulée par Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est situé 50 place Zeus – 34961 MONTPELLIER Cedex 2, en vue d'exploiter un centre de tri de déchets ménagers recyclables secs situé sur la commune de MONTPELLIER, 2 549 avenue de Maurin, au lieu-dit « Terre du Mas de Combemale ».

L'avis du Conseil municipal des communes de Montpellier et Lattes, comprises dans le périmètre d'affichage de 1 km autour de l'installation, est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables sur leur territoire.

Le centre de tri de déchets ménagers recyclables secs DEMETER est propriété de Montpellier Méditerranée qui assure, pour le compte de ses communes membres, la compétence « collecte, élimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés ».

Ce centre de tri a été mis en service en 1994, il a alors fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°91-1-2477 du 30 août 1991 d'autorisation d'exploiter un centre de valorisation des déchets urbains ; la capacité d'accueil étant de 20 000 tonnes par an.

Il est, aujourd'hui, arrivé à saturation.

Le présent dossier a donc pour objet d'agrandir et de moderniser le centre de tri DEMETER pour porter sa capacité de déchets traités de 20 000 tonnes par an à 35 000 tonnes par an sur une zone d'extension d'environ 4 100m² située au sud du site, actuellement inoccupée.

Les activités exercées sur ce site, objet de l'enquête publique, relèvent :

- de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour la rubrique : **2714-1** : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³). Sur le site, le volume sera de 2 330 m³.
- de la législation relative à la nomenclature « EAU », dite IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements) au titre de la rubrique : **2.1.5.0-2** : Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha). La surface du projet sera de 1,3 ha.

Le projet s'inscrit dans la politique de Montpellier Métropole Méditerranée de prévention et de réduction des déchets au travers de la filière complète de traitement des déchets en conformité avec le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du Département de l'Hérault. Il prend également en compte l'extension des consignes de tri des plastiques prévue par la loi de transition énergétique pour la croissance verte, en améliorant d'une part le taux de valorisation par matière et d'autre part les conditions de travail des employés. Le projet prend ainsi en compte les besoins sur les années à venir.

Au regard des éléments du dossier, les principaux risques liés à l'exploitation du centre de tri pour l'environnement et la Santé Publique identifiés sont :

- des sources des rejets dans l'atmosphère qui seront générées par une augmentation du trafic routier des véhicules entrants et sortants et par les poussières qui seront émises à l'intérieur du site du fait de la manutention des déchets (chargement/déchargement, process de tri/criblage);
- des sources potentielles de pollution des eaux superficielles et souterraines et du sol/sous-sol du fait de l'entraînement d'éléments polluants au sol (traces d'hydrocarbures et poussières) par les eaux de ruissellement sur la voirie ou des déversements accidentels qui pourront être générés par la présence notamment de la cuve de Gazole Non Routier (GNR) sur le site.

Ce projet entrainera une modification des écoulements superficiels du fait de l'imperméabilisation des sols sur la zone d'extension nécessitant des mesures de collecte, de rétention et de traitement des eaux du site avant rejet en milieu naturel dont l'exutoire est le ruisseau Le Rondelet.

Les mesures et dispositions mentionnées dans le dossier seront prises afin d'en limiter l'impact et de répondre aux exigences réglementaires.

Les principaux risques pour l'environnement et la santé publique ont été évalués portant sur les risques de pollution du milieu (eau/sol/air) qui pourra être impacté, du trafic routier qui sera ainsi généré, des nuisances sonores identifiées qui seront émises et de l'identification des risques d'incendie qui seront inhérents à l'exploitation du centre de tri.

Une attention particulière devra être apportée sur les émissions sonores liées au fonctionnement du centre de tri au vu de la situation géographique de la maison la plus proche (située à 75 m du site) et considérant

l'extension de la plage horaire de la réception des déchets sur le site jusqu'à 1h du matin (contre minuit actuellement) et ce afin de prendre des mesures correctives si nécessaire.

Par ailleurs, une surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales dans le milieu naturel dont l'exutoire est le ruisseau le Rondelet, traversant la parcelle mitoyenne au centre de tri doit être assurée. En effet, sur cette parcelle il est à noter la présence d'une zone humide, la mare de Combemale, présentant un intérêt écologique notable et sur laquelle un emplacement réservé pour la création d'un bassin de rétention aménagé en parc de loisirs paysagers est identifié au PLU.

De plus, la nature même des produits stockés sur le site représentant un fort pouvoir calorifique une attention particulière est à porter sur le risque incendie et sa gestion et maîtrise.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable concernant le projet de réhabilitation du centre de tri de déchets ménagers recyclables secs DEMETER sous réserve que l'ensemble, des dispositions et des mesures mentionnées ci-dessus, soit mis en œuvre.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport technique SCHS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181025-61428A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 30/10/18
Réception en Préfecture : 30/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.